

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2008/2016
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1999 au titre de l'installation classée « BEAUSSER Alice » relatif à l'exploitation d'un élevage porcin comprenant 300 pl. engraissement correspondant à 300 pl. animaux équivalents,

- VU le récépissé de déclaration délivré le 22 avril 1980 au titre de l'installation classée « ANDRE Marc » relatif à l'exploitation en GLOMEL au lieu-dit « Kerangall » d'un élevage avicole comprenant 10000 dindes de chair soit 30000 animaux équivalents,
- VU l'accusé réception délivré le 26 octobre 1995 au titre de l'installation classée « JEGOU Pascal » pour la reprise de l'élevage avicole déclaré le 22 avril 1980 au nom de ANDRE Marc, pour un cheptel composé de 10000 dindes de chair.
- VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. MENGUY », l'autorisant à exploiter en PLUSSULIEN au lieu-dit « Kérigan » un élevage porcin de 3135 pl. d'animaux équivalents (soit 84 pl. maternité, 301 pl. gestantes-verraterie, 1100 pl. post-sevrage, 1760 pl. engraissement);
- VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2006, au titre de l'installation classée « MENGUY Sébastien » sise PLUSSULIEN au lieu-dit « Kérigan » l'autorisant à exploiter en SAINT MAYEUX au lieu-dit « Kerloué » un élevage porcin d'une capacité maximale de 666 pl. animaux équivalents, réparties comme suit : 600 pl. engraissement et 330 pl. post sevrage.
- VU la demande présentée le 28 novembre 2008 modifiée le 31 mars 2010 par l'installation classée « **E.A.R.L. MENGUY (Jean-Claude)** », sise « Kérigan » en PLUSSULIEN, en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel (après transfert d'un atelier porcin autorisé pour 666 pl. animaux-équivalents au nom de M. Sébastien MENGUY en SAINT MAYEUX et reprise avec conversion d'un atelier avicole déclaré pour 10000 dindes au nom de M. Pascal JEGOU en GLOMEL), d'un élevage porcin autorisé (soit 84 pl. maternité, 331 pl. gestantes-verraterie, 1440 pl. post-sevrage, 3100 pl. engraissement, 15 pl. quarantaine-infirmierie) pour un total de 4648 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage, avec adaptation de l'unité de traitement des lisiers autorisée, et constructions (extension de l'existant pour aménager 3 porcheries post-sevrage, engraissement et gestante - construction d'une fosse de stockage de 992 m3 utile, d'un hangar avec cuve de stockage), en PLUSSULIEN au lieu-dit « Kérigan » (Section ZO n° 37 et 38);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de CAUREL (20 juin 2009) - LANISCAT (15 mai 2009) - PLUSSULIEN (10 juin 2009) - SAINT GELVEN (2 juin 2009 ° SAINT IGEAUX (6 AVRIL 2009);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 juin 2010 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 9 juillet 2010

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en application des nouvelles références CORPEN, le cheptel autorisé de l'élevage avicole de M. JEGOU Pascal, le cheptel est de 9100 dindes de chair (soit 5929 UN),

CONSIDERANT l'avis favorable de la C.D.O.A. Structures du 20 mai 2008, pour la reprise de cet élevage,

CONSIDERANT l'avis favorable de la CDOA structure du 28 mai 2008 pour la reprise de l'atelier porcin autorisé au nom de Sébastien MENGUY,

CONSIDERANT l'avis favorable de la C.D.O.A. Structures du 17 mars 2010 pour la reprise d'un atelier porcin de 300 pl. engraissement déclaré au nom de Mme BEAUSSER Alice à SAINT MAYEUX,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'association de M. Sébastien MENGUY avec ses parents, gérant de l'E.A.R.L. MENGUY, le pétitionnaire a pour objet de devenir naisseur engraisseur total pour pérenniser l'exploitation,

CONSIDERANT que la restructuration permettra de regrouper la totalité du cheptel porcin sur le site de « Kérigan » en PLUSSULIEN

CONSIDERANT que depuis le dépôt de son dossier, le pétitionnaire, afin de mener à terme son projet sans modification du cheptel initialement demandé a repris l'atelier porcin de Mme BEAUSSER Alice, lui permettant de rapatrier 2632 UN, correspondant à la perte liée au PMTVA,

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), mais hors Z.A.C. (Zone d'actions complémentaires) dans le canton de CORLAY, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 50 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 40346 UN (34358 UN porcines et 5988 UN bovines), dont 23769 UN seront envoyées vers l'unité de traitement en service depuis l'année 2002. (procédé BIOARMOR)

CONSIDERANT qu'afin de diminuer la charge en phosphore, le pétitionnaire envisage la mise en place d'une centrifugeuse en tête de station,

CONSIDERANT qu'après traitement, il restera à épandre 25510 UN sur 158,94 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 161 UN/ha; et une charge en phosphore de 79 UP205/ha,

CONSIDERANT que la restructuration engendrera la construction d'un atelier engraissement de 1000 places et d'un atelier gestante et post sevrage à distance réglementaire des tiers, ainsi que la construction d'une fosse de stockage de 992 m³ utiles, d'un hangar et d'une cuve de stockage,

CONSIDERANT que l'alimentation biphasée est en place pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. MENGUY (Jean-Claude) », sise à PLUSSULIEN au lieu-dit « Kérigan » à exploiter à cette même adresse (section ZO n° 37 et 38), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande : conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

► un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4648 places animaux équivalents (PAE) réparties comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
84pl. maternité	soit 252 PAE
331pl. gestantes-verraterie	soit 993 PAE
1440pl. post-sevrage	soit 288 PAE
3100pl. engraissement	soit 3100 PAE
15pl. quarantaine infirmerie	soit 15 PAE
<i>Total : 4970 animaux</i>	<i>Total : 4648 pl. animaux-équivalents</i>

► une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 5612 m³ de lisier (23 769 kg d'azote) sur 8112 m³ (34 358 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 2500 m³ (10 589 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, ainsi que les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 385 reproducteurs (troues verrats), 1760 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1100 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 360 reproducteurs (troues verrats). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 9340 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 9800 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase est mise en place, et sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel	Flux moyen journalier	Flux maximum journalier
volume	5612 m3	15,37 m3	18,4 m3
N global	23 769 kg	65,1 kg	37,8 kg
M.E.S.	252 540 kg	691,9 kg	

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux moyen journalier
volume	561 T	1,54T
N global	5467 kg	14,98 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux moyen journalier
volume	923 m3	2,53 m3
N global	3323 kg	9,10 kg
M.E.S.	43 402 kg	118,91 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux moyen journalier
Volume	2770 m3	7,59 m3
N global	693 kg	1,89 kg
M.E.S	2 770 kg	7,59 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - *Assistance technique :*

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - *Validation de l'autosurveillance :*

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 1676 m3

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 72 m2

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1134 m3.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 2500 m3.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 850 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement est en service, la centrifugeuse sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6: MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 - « RESORPTION :

- Alimentation biphasé : 6609 UN
- Cessation : 4486 UN

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 6 septembre 2001 et celles susvisées des **9 août 2006, 22 avril 1980 et 4 novembre 1999,**

ARTICLE 9 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 10 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUSSULIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLUSSULIEN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de CAUREL - LANISCAT - SAINT GELVEN SAINT IGEAUX - SAINT MAYEUX.*

SAINT-BRIEUC, le

18 AOUT 2010

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Philippe de Gestas-Lespérourx

